

BILAN DE LA COP23

6 AU 17 NOVEMBRE 2017
BONN, ALLEMAGNE

Convention-Cadre
des Nations Unies
sur les Changements
Climatiques
(CCNUCC)



Fédération
des travailleurs
et travailleuses
du Québec

FTQ

Rédaction :

Patrick Rondeau (FTQ)

Relecture :

Marc Glogowski (SEPB)

Marie-Claude Groulx (FTQ)

Yuriko Hattori (FTQ)

Mise en page :

Yuriko Hattori

Document imprimé au service de l'imprimerie de la FTQ



Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)

565, boulevard Crémazie Est, bureau 12100

Montréal (Québec) H2M 2W3

Téléphone : 514 383-8000

Télécopieur : 514 383-0311

Sans frais : 1 877-897-0057

www.ftq.qc.ca

Dépôt légal – 4^e trimestre 2017

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

ISBN 978-89639-369-5



TABLE DES MATIÈRES

1. La délégation FTQ	5
2. La préparation.....	6
3. La COP23	6
4. La situation climatique.....	6
5. La valse des États	7
6. Le Canada est-il de retour? Pas vraiment	8
7. Le Québec.....	9
8. Financer la transition juste	10
9. Bilan de la COP23	11
10. Les réseaux.....	11
11. Les objectifs de la délégation FTQ.....	12
12. Actions de la délégation FTQ à la COP23.....	12
13. Pistes de réflexion pour une transition juste au Québec	13
14. Échéancier 2018.....	14



1. LA DÉLÉGATION FTQ

Contrairement à la COP21, il fallait des accréditations officielles pour participer aux deux zones de la COP23 : Zone Bula (négociations) et Zone Bonn (société civile). Peu d'activités de la société civile ont été organisées en marge de cette COP. La confirmation tardive de l'obtention des accréditations a joué sur le nombre de personnes composant la délégation FTQ. Ainsi, deux personnes du Syndicat des employés et des employées professionnel-les et de bureau (SEPB-Québec) ont annulé leur participation. Une

personne du Fonds de solidarité FTQ a également annulé sa participation pour des raisons de santé.

La délégation FTQ était donc formée de :

- * **Patrick Rondeau**, FTQ
- * **Marc Glogowski**, Syndicat des employés et des employées professionnel-les et de bureau (SEPB)

Tous les deux ont obtenu des accréditations d'observateurs (Zone Bula).

De gauche à droite :

- Marc Glogowski (SEPB-Quebec)
- Sari Sairanen (Unifor)
- Karen Littlewood (Ontario Secondary School Teachers Federation – OSSTF)
- Richard MacIntosh (International Brotherhood of Boilermakers)
- Elisabeth Ballermann (National Union of Public and General Employees – NUPGE)
- Tara Peel (CTC)



De gauche à droite :

- Richard MacIntosh (Boilermakers)
- David Bleakney (Canadian Union of Postal Workers – CUPW)
- D-Jay Kroszer (Unifor)
- Donald Lafleur (CTC)
- Joel Duff (CTC)
- Tara Peel (CTC)
- Sari Sairanen (Unifor)
- Gil McGowan (Alberta Federation of Labour)
- Patrick Rondeau (FTQ)



2. LA PRÉPARATION

Étant donné que Patrick et Marc avaient déjà participé à une COP, une seule conférence téléphonique et des échanges courriel ont suffi pour la préparation à la COP23.

3. LA COP23

Bien que la COP23 se soit tenue en Allemagne, ce sont les îles Fidji qui en ont assumé la présidence. Les îles Fidji n'ayant pas les capacités physiques de recevoir une conférence d'une telle ampleur, l'Allemagne s'est proposé d'accueillir l'événement chez elle.

Depuis 2015, les pays se donnent rendez-vous chaque année pour mettre en œuvre l'Accord de Paris qui entrera en fonction en 2020.

La COP23 incitait les États à élever l'ambition de leurs contributions nationales afin d'empêcher un réchauffement climatique dépassant 2°C, idéalement 1,5°C.

De plus, elle constituait l'occasion de poursuivre les discussions concernant le fonds d'adaptation pour les pays touchés par les changements climatiques.

La présidence des îles Fidji a mis à l'agenda la question des droits reliés au genre, ainsi qu'aux autochtones.

Elle a également mis au jeu le dialogue *Talanoa*, un mode de consultation qui incite un dialogue social entre les parties prenantes de la société civile avec empathie et transparence, le tout de façon constructive pour atteindre des résultats durables.

4. LA SITUATION CLIMATIQUE

Bien que l'ambition de l'Accord de Paris ait été élevée et que presque la totalité des États s'entendait pour minimiser le réchauffement climatique en deçà de 2°C, peu d'actions véritables ont été entreprises depuis. D'ailleurs, 15 000 scientifiques ont lancé un cri du cœur durant la COP23 pour alarmer la population qui court désormais à sa perte si un véritable changement de cap n'est pas effectué¹.

Depuis 2000, la température a déjà augmenté de 0,9°C. Selon les meilleurs pronostics, la hausse va s'élever à 2,7°C si les États fournissent les efforts nécessaires. Si aucune action n'est entreprise, le réchauffement dépassera 4°C d'ici 2040 et la race humaine pourrait être menacée.

Les gaz à effet de serre (GES) sont quant à eux en hausse.

Cette situation entraîne des coûts économique et humain :

- * Coûts des catastrophes naturelles en 2016 : 175 milliards de dollars²;
- * Nombre de décès par année à cause de la pollution : 9 millions³.

1 Alexandre SHIELDS, « L'humanité court à sa perte, préviennent 15 000 scientifiques à travers le monde », *Le Devoir*, 14 novembre 2017, [En ligne] [www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/512875/cop23-hausse-des-emission-de-ges].

2 « Catastrophes naturelles : 2016 a coûté cher », *La Presse*, 4 janvier 2017, [En ligne] [www.lapresse.ca/environnement/201701/04/01-5056457-catastrophes-naturelles-2016-a-coute-cher.php].

3 Stéphane MANDARD, « La pollution, responsable de 9 millions de morts dans le monde par an », *Le Monde*, 20 octobre 2017, [En ligne] [www.lemonde.fr/pollution/article/2017/10/20/la-pollution-responsable-de-9-millions-de-morts-dans-le-monde-par-an_5203511_1652666.html].

5. LA VALSE DES ÉTATS

Bien que les 195 pays présents à Paris aient maintenant ratifié l'accord de 2015, leurs contributions ne permettront pas d'atteindre les cibles de l'Accord de Paris. Voici un court survol de la situation mondiale :



Ukraine : 100 % de son énergie est toujours produite par le charbon.



Pologne : 50 % de son énergie provient du charbon.



États-Unis : L'administration Trump a promis de se soustraire de l'Accord de Paris en 2020, date de son entrée en vigueur. Bien que la production de charbon ait diminué, la production de gaz de schiste a quant à elle augmenté. Ceci dit, les États-Unis comptent relancer la production de charbon et l'exporter vers des pays en besoin d'énergie, telle que la Pologne. Les États-Unis ont même poussé l'audace jusqu'à organiser un événement lors de la COP23 pour faire la promotion du charbon. Ils ont rencontré plusieurs manifestants.



Norvège : Le pays est en voie d'atteindre ses cibles grâce à un plan ambitieux de véhicules électriques. D'ailleurs, les syndicats ont été invités à participer activement aux prises de décisions. La cible de réduction de GES que s'est fixée la Norvège devrait être atteinte pour 2050.



France : Le pays mettra fin à la vente de voitures à essence d'ici 2040.



Inde : Toutes les voitures qui seront vendues dès 2030 devront être électriques.

* **Asie du Sud** : De graves tensions augmentent aux frontières des pays à cause de déplacements de populations touchées par la montée des eaux et des crises alimentaires qui se succèdent.



Espagne : Le pays a dû revoir son modèle de production puisque la chaleur intense empêche de travailler durant certaines heures de la journée, à quelques périodes de l'année. Cette question climatique devient donc un enjeu de santé et sécurité du travail.



Tunisie : Depuis mars 2017, les sacs de plastique sont interdits. Cette industrie comptait 30 000 emplois.



Philippines : La lutte contre le totalitarisme et le contexte de guerre font de la lutte contre les changements climatiques une préoccupation secondaire.



Allemagne : Bien qu'elle mène une transition énergétique exemplaire, elle a augmenté de 15 % sa production de charbon dans la dernière année.

* **Îles du Pacifique** : Elles demandent un moratoire sur la production exponentielle du charbon, particulièrement en Australie. De plus, le réchauffement climatique menace la souveraineté alimentaire de ces pays insulaires.



Îles Fidji : Les relocalisations causées par les changements climatiques ont coûté 10 % du PIB.

6. LE CANADA EST-IL DE RETOUR? PAS VRAIMENT

Malgré le fait que le Canada se soit révélé un champion des changements climatiques en 2015, peu de choses ont été faites depuis. Le Canada a toujours le même discours : nous travaillerons avec les provinces, un plan s'en vient.

Lors de la COP23, le Canada a néanmoins plaidé pour plus de présence de la société civile dans les discussions, notamment en appuyant le principe du dialogue *Talanoa*, mais sans pour autant accepter que les parties prenantes soient à la table des décideurs, prétextant la complexité d'une telle démarche.

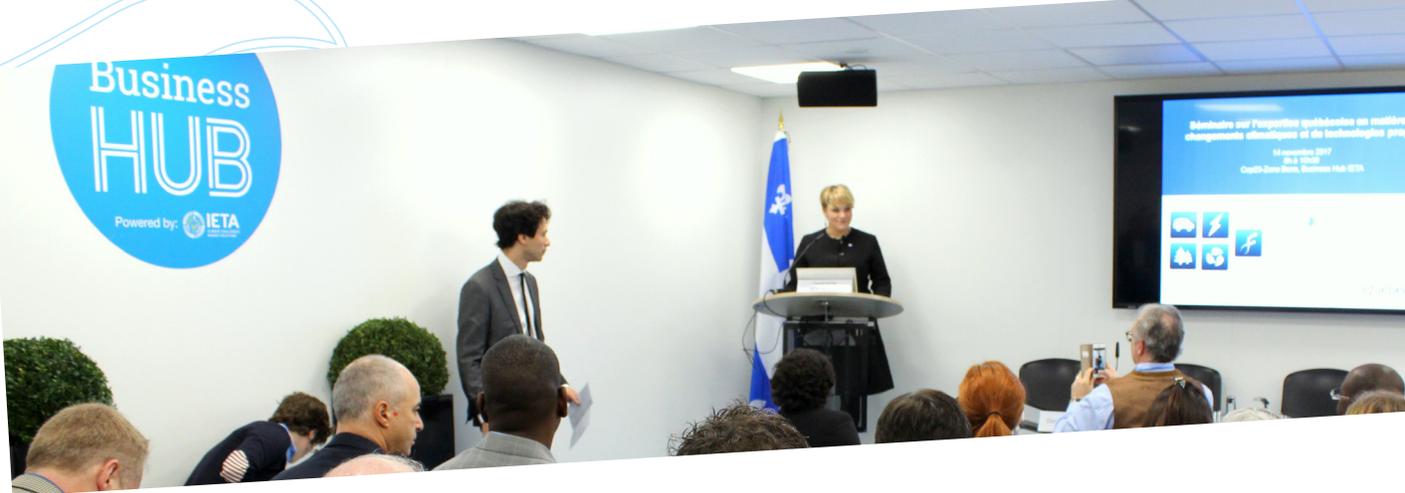
Nous avons, avec le CTC, mis de la pression sur la ministre de l'Environnement, Catherine McKenna, pour que le Canada inclue la transition juste dans ses contributions nationales et en fasse la promotion auprès des autres États. Une rencontre privée avec la ministre ne nous a pas permis de dénouer la situation. Le 15 novembre, la veille d'une annonce importante du Canada, le président du CTC, Hassan Yussuff, a fait une sortie contre la ministre McKenna, l'accusant de laisser tomber les travailleurs et les travailleuses. Après quelques discussions, il fut convenu que la ministre annonce, en ouverture du lancement d'une Coalition contre le charbon, l'importance de la transition juste et la mise sur pied d'un comité conjoint avec le CTC. Cette coalition regroupe 27 pays et a été mise sur pied par le Canada et le Royaume-Uni.

Nous avons par ailleurs appris que le gouvernement de l'Alberta a conclu une entente concernant la transition juste pour des milliers de travailleurs et de travailleuses dans l'industrie du charbon.

Principaux éléments de l'entente sur la transition juste entre le gouvernement de l'Alberta et les travailleurs et travailleuses de l'industrie du charbon

- * Mise sur pied de comités paritaires en milieu de travail encadrés par des représentants du gouvernement;
- * Transition du charbon vers le gaz naturel pour une période temporaire;
- * Allocations de relocalisation pour les petites villes minières;
- * Fonds de 44 millions \$ pour la transition. Ce fonds s'ajoute aux mesures d'assurance-emploi;
- * Fonds pour les communautés touchées par la sortie du charbon;
- * Implication des travailleurs et des travailleuses dans la transition;
- * Ententes de formation en milieu de travail avec conseils et évaluation;
- * Incitatif financier pour retourner aux études;
- * Bonification des prestations d'assurance-emploi de 50 % à 65 %;
- * Mesures d'accompagnement pour le départ à la retraite.





7. LE QUÉBEC

Le Canada affirmait que son plan se basait sur celui de ses provinces. Mais nous avons constaté que le Québec n'avait aucun plan de transition juste. Une importante délégation d'entreprises du Québec était présente à la COP23. Sous le sceau « Excellence Québec », ces entreprises vertes ont présenté les actions qu'elles comptent entreprendre pour venir en aide aux pays touchés par le réchauffement climatique. Cependant, la plupart d'entre elles n'avaient effectué aucune évaluation sociale pour mesurer l'impact de leurs actions auprès des populations vulnérables.

Nous avons rencontré la nouvelle ministre de l'Environnement du Québec, Isabelle Melançon, qui a démontré une grande ouverture à travailler avec la FTQ. Elle nous a invités à la rencontrer à son bureau pour discuter de la transition juste.

Bien que Québec Solidaire n'était pas présent à la COP23, nous avons obtenu, par l'entremise de Manon Massé, un engagement du parti envers la transition juste.

Pour ce qui est du Parti Québécois, nous avons rencontré Sylvain Gaudreault, porte-parole de l'opposition en matière de changements climatiques, qui était présent à Bonn. Il nous a assuré de son ouverture pour la transition juste, mais aimerait en savoir davantage. Il propose d'utiliser le secteur de la forêt comme premier test de transition juste.

L'Agence Transition énergétique Québec (TEQ) était également sur place. Notre rencontre avec ses représentants nous a amenés à questionner

la pertinence de cette agence et de son lien avec le gouvernement. Ce qui démontre un grave problème de gouvernance dans le dossier des changements climatiques. Si le Québec veut aboutir à une transition juste effective, il faut impérativement une concertation des ministères de l'Environnement⁴, des Ressources naturelles⁵ et du Travail⁶.

Nous avons également constaté que le Fonds vert sert essentiellement à financer des projets de transition énergétique. Malheureusement, aucun argent n'est disponible pour une transition juste.

Il est à noter qu'à moyen terme, les discussions entendues à la COP nous permettent de croire que les jours des hydrocarbures et du gaz naturel sont comptés au Québec.

4 Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MD-DELCC).

5 Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN).

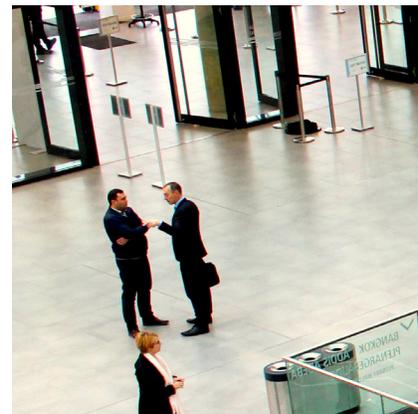
6 Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS).

8. FINANCER LA TRANSITION JUSTE

Bien que la plupart des entreprises présentes à la COP23 n'y voyaient qu'une occasion d'affaires, certaines initiatives privées d'investissement responsable méritent d'être mentionnées. C'est le cas de *B Team*. Ce groupe formé de leaders financiers prône un développement économique mettant en son centre les droits de la personne, la mesure des impacts des investissements sur les communautés et le dialogue social. Ce groupe travaille étroitement avec le *Just Transition Center*, une agence de la Confédération syndicale internationale (CSI).

Voici leurs recommandations :

- * Revoir toute la chaîne de production de façon globale et intégrée pour réduire les GES;
- * Utiliser la biomasse et les matières résiduelles des entreprises pour créer une énergie propre;
- * Mettre en garde les entreprises contre le chaos social causé par les changements climatiques et entamer le dialogue avec la société civile et les États.



9. BILAN DE LA COP23

Comme expliqué précédemment, les COP ne visent pas présentement à négocier de nouveaux accords, mais à mettre en œuvre l'Accord de Paris pour son entrée en vigueur en 2020. Voici les grandes lignes de la COP23 :

- * Demande de tous les syndicats internationaux d'inclure la transition juste dans les contributions nationales des États. Cette demande devrait être au cœur des discussions à la COP24, à Katowice, en Pologne, en décembre 2018.
- * Aucune mesure ne permet présentement de limiter le réchauffement climatique à 2°C. Pour y arriver, les actions devront être drastiques dans les deux prochaines années.
- * Aucune entente n'a pu être conclue concernant le fonds d'adaptation. Les pays du G77 demandent aux pays industrialisés de leur donner une idée du montant qui sera mis à leur contribution pour qu'ils puissent faire des demandes adéquates. Cette demande n'a pas été satisfaite. De plus, pour le moment, les sommes promises sont en deçà des besoins.
- * Un mécanisme de révision des contributions des États aux cinq ans, à partir de 2020, a été convenu.
- * L'ensemble des parties prenantes ont fermement condamné le manque d'ambition des États.

- * Les îles Fidji ont réussi à faire adopter des accords pour reconnaître les droits des genres et des autochtones. Elles ont également réussi à faire accepter le principe du dialogue *Talanoa*, sans pour autant pouvoir l'imposer de façon effective pour les autres COP. Ce sera également un enjeu prioritaire pour la COP24.
- * De fortes alliances ont pu être établies entre les syndicats et les groupes environnementaux sur la question de la transition juste.

En conclusion, cette COP peut être considérée comme un échec dans son objectif d'augmenter les ambitions des États dans le cadre de l'Accord de Paris, comme ce fut le cas l'année dernière. Il reste donc deux ans pour y arriver.

10. LES RÉSEAUX

La délégation de la FTQ a œuvré à l'intérieur des réseaux suivants :

- * Réseau Action Climat du Canada (CAN-RAC)
- * Réseau Action Climat International (CAN-INT)
- * Congrès du travail du Canada (CTC)
- * *Trade Union Energy Democracy* (TUED)
- * Confédération syndicale internationale (CSI)



11. LES OBJECTIFS DE LA DÉLÉGATION FTQ

1. **Imposer l'agenda de la transition juste** : Atteint
2. **Approfondir les connaissances sur les changements climatiques** : Grandement atteint
3. **Entrer en contact avec les partis politiques** : Atteint
4. **Approfondir les connaissances sur l'investissement responsable** : Partiellement atteint
5. **Développer des alliances** : Atteint

12. ACTIONS DE LA DÉLÉGATION FTQ À LA COP23

La délégation FTQ a participé aux événements suivants :

- * *Climate change and jobs* (Organisation internationale du travail)
- * *Presidency's Open Dialogue* (présidence des îles Fidji)
- * *Loss and Damage: Step up ambition on action and finance* (WWF, CARE, ActionAid, CANSA, PICAN et CJP)
- * *Towards a Just Energy Transition* (Friedrich-Ebert-Stiftung et Bread for the World)
- * *Innovations in California Climate Policy* (We are still in)
- * Partage d'expériences organisé par la CSI et la DGB autour des actions syndicales sur le climat/transition juste (DGB et CSI)
- * Réunion de coordination syndicale (CSI)
- * *Decarbonizing Urban Transport Systems: Implications for jobs and accessibility* (WWF)

- * *Canadian and American Youth to Trudeau: "NAFTA's Replacement Must Enforce the Paris Climate Goals"*
- * *Innovative climate finance strategies and instruments by and for climate-vulnerable countries*
- * *Meeting with the IPCC Chair*
- * Séminaire sur l'expertise québécoise en matière de changements climatiques et de technologies propres (Excellence Québec)
- * *Business Briefing: Just Transition* (B Team et Just Transition Center)
- * *Enhancing NDCs by integrating action on biodiversity* (WWF)
- * *Working together for Green jobs* (syndicat Norvège)
- * *Global Alliance to Power Past Coal* (Canada et Grande-Bretagne)
- * *Rights and Responsibility: Climate Litigation in a Post-Paris world Summary* (Department Head Ecology et Sustainable Development Heinrich-Böll-Stiftung)
- * *Human Rights and Climate*

Patrick Rondeau a été invité à prendre parole comme panéliste aux événements suivants :

- * Table ronde planification (TUED)
- * *Just Transition - It's Happening - A showcase reception hosted by the Canadian Labour Congress* (CTC)
- * *Side Event* de la CSI et Greenpeace International

Marc et Patrick ont également participé aux sessions de débriefing suivantes :

- * CAN-RAC : 4 rencontres
- * CSI : 7 rencontres
- * Gouvernement du Canada : 3 rencontres

Marc a participé à une visite d'entreprises allemandes avec le syndicat allemand.

De plus, des sessions quotidiennes de débriefing avaient lieu avec le CTC et entre Marc et Patrick.

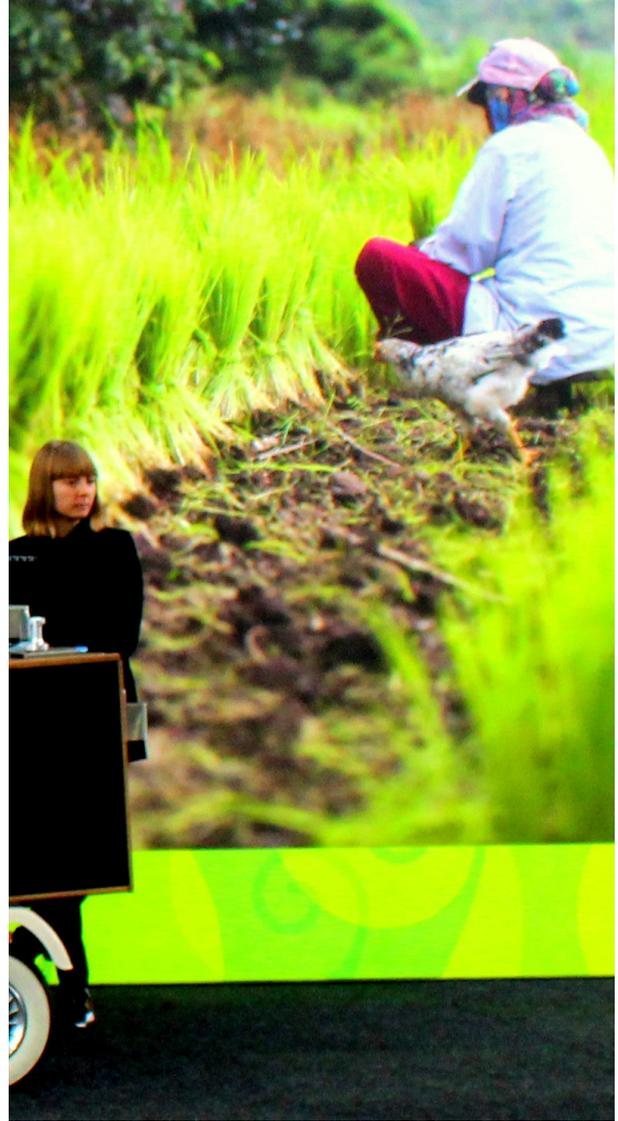
Finalement, une rencontre entre le CTC et Catherine McKenna a eu lieu. Patrick Rondeau était présent.

13. PISTES DE RÉFLEXION POUR UNE TRANSITION JUSTE AU QUÉBEC

Les diverses rencontres auxquelles Marc et Patrick ont participé permettent de dresser une liste d'éléments qu'une transition juste au Québec devrait comporter :

- * Les leviers financiers du gouvernement concernant la transition énergétique (bourse du carbone et écofiscalité) devraient servir à financer une transition juste.
- * La création d'un fonds dédié à la transition juste devrait être sérieusement envisagée. Un tel fonds entrera en fonction dans l'Union Européenne dès 2020.
- * Tout fonds servant à la transition juste devrait comporter un processus de transparence.
- * Un dialogue social entre les organisations syndicales, les représentants de la société civile, les entreprises et le gouvernement doit être établi le plus rapidement possible.
- * La crise environnementale et sociale doit être reconnue publiquement.
- * Des politiques publiques d'accompagnement doivent être mises en place : formation, compensation financière, etc.
- * Le mouvement syndical doit faire preuve d'initiative et porter les revendications concernant la transition juste.
- * Les alliances avec divers groupes de la société civile sont nécessaires.
- * Des fonds doivent être alloués pour accompagner les communautés qui seront touchées économiquement par les changements climatiques.
- * S'assurer que les ministères de l'Environnement, des Ressources naturelles, de l'Emploi et de l'Économie soient concertés dans les discussions.

En résumé, il faut s'assurer d'un financement adéquat, de mesures de transition concrètes et d'établir un dialogue social.



14. ÉCHÉANCIER 2018

MARS

Assemblée de convergence sur la justice climatique et la transition juste dans le cadre du Forum social mondial qui se tiendra au Brésil. Cette assemblée devrait regrouper des syndicats internationaux et des organisations environnementales internationales.

NOVEMBRE

Conférence canadienne sur la transition juste initiée par le CTC.

DÉCEMBRE

COP24, en Pologne. L'enjeu de la transition juste devrait y être central. La FTQ y enverra une délégation.

MAI

Sommet sur la transition juste initié par la FTQ en collaboration avec le Fondaction, la CSN, Greenpeace, le Fonds de solidarité FTQ et la Fondation David Suzuki.

JUIN

Sommet de la société civile durant le G7. Les États seront interpellés sur la transition juste.





NOTES

A series of horizontal dotted lines for writing notes, spanning the width of the page.



NOTES

A series of horizontal dotted lines for writing notes.



